

Citoyenne Démocratie



vous propose

X28ACL3- Démocraties Directes - Actez pour vous !

Atelier Constituant Lexical N°3 avec Étienne Chouard

Mardi 28 janvier - 21h00/23h00



co-hôtes

XACL3 – Démocraties Directes, à l'écoute des modèles...

Émission du 28/01/2025 sur DDs TV
<https://democratiesdirectes.org/index.php/dds-tv>

Définitions transcrites par IA

1. Définition proposée par Étienne Chouard :
 « Organisation politique dans laquelle l'État, qui produit le droit, est lui-même effectivement soumis au droit, un droit qui lui est supérieur et inaccessible, pour protéger la population contre les abus de pouvoir et garantir à la fois les libertés fondamentales et les principes fondamentaux de la société instituée. Une constitution digne de ce nom doit définir avec précision l'État de droit, quelle liberté, quel grand principe. Elle doit aussi impérativement instituer des organes assez puissants pour faire respecter réellement l'État de droit : contrôler et sanctionner sévèrement les agents défaillants. »
2. Définition issue d'une autre intervention :
 « L'État de droit désigne un système politique et juridique dans lequel la loi est suprême et s'applique de manière égale à tous les individus, y compris les représentants politiques. Cela implique la prééminence de la loi, l'égalité devant la loi, la séparation des pouvoirs, une justice indépendante et la protection des droits fondamentaux. En résumé, l'État de droit signifie que le gouvernement et ses institutions agissent conformément aux lois établies et que ces lois respectent les droits des individus. »
3. Définition alternative proposée par un intervenant :
 La France est une démocratie dont l'État, qui incarne la volonté du peuple, respecte le droit institué par le peuple ou, secondairement, par ses représentants.

4. Définition critique d'Étienne Chouard :

L'État de droit est un État dans lequel les représentants craignent la Constitution au lieu de l'écrire, et où des organes puissants et incorruptibles font appliquer ce droit supérieur, qui est le droit constituant.

5. Critique de la notion par certains intervenants :

- Certains voient dans l'État de droit un concept détourné pour servir des intérêts politiques, en particulier par les institutions européennes et les juges.
- Il est parfois défini comme une forme de gouvernement des juges qui neutralise la souveraineté populaire en imposant des décisions échappant au contrôle démocratique.
- L'existence d'un État de droit est remise en question lorsque les représentants politiques sont eux-mêmes à l'origine des lois et les modifient à leur avantage sans véritable contre-pouvoir citoyen.

6. Alternative proposée par Chouard :

- L'État de droit devrait être repensé pour garantir que les représentants craignent un droit qui leur est supérieur et qu'ils ne peuvent pas modifier, assurant ainsi une vraie protection des citoyens contre les abus de pouvoir.

Cette compilation met en lumière les tensions autour du concept d'État de droit, entre sa définition théorique et son application concrète dans le système politique actuel.